

Sud-Liban occupé: zone d'exclusion (document de 1998)

Le Liban commémore cette année (1998) le vingtième anniversaire de la résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 19 mars 1978, après la première invasion israélienne du Sud-Liban. Ce triste anniversaire rappelle que l'occupant est toujours là, contrôlant une région qui s'étend jusqu'à la ville de Jezzine, au centre de la montagne libanaise. Depuis 20 ans pourtant, les Nations unies demandent qu'Israël se retire sans délai.

En mars 1998, Israël a formellement accepté la résolution 425. Un retrait devient théoriquement possible. A Beyrouth, une série de personnalités (chercheurs, écrivains, hommes publics), connaissant particulièrement bien la zone occupée, réfléchissent aux défis que pose l'éventuel retour de cette région dans le giron national. L'enquête que nous publions est le résultat d'une série de rencontres avec ces différentes personnalités. Elle fut menée à Beyrouth en mai 1998 par Pierre Coopman, rédacteur en chef de la revue Défis-Sud, en collaboration avec Barrack Rima.

Rappelons d'abord le cadre géopolitique. Le gouvernement israélien de Benyamin Nentanyahou, soucieux de se dépêtrer du borbier libanais (1), a soudainement proposé, en mars 1998, d'appliquer la 425, à condition "de discuter d'arrangements de sécurité" (2). Une "condition" équivalant à deux exigences principales adressées au gouvernement libanais : celle de neutraliser la résistance, afin de garantir l'absence de tirs de roquettes katiouchas sur la Galilée (3) et celle de réintégrer les membres de la milice pro-israélienne de l'ALS (l'Armée du Liban Sud, dirigée par le général Antoine Lahad) au sein de l'armée nationale... Deux exigences irrecevables pour le gouvernement de Beyrouth. La résistance, en effet, est essentiellement menée par le Hezbollah, un mouvement chiite pro-iranien qui fait partie d'une opposition politique menaçante pour le pouvoir mais légale, incontournable et difficile à contraindre. Quant à l'ALS, la justice libanaise a déjà poursuivi plusieurs de ses responsables pour haute trahison. Le général Lahad est condamné à mort par contumace. Les simples miliciens (plus ou moins 3 000 hommes) bénéficieraient probablement de l'amnistie, mais leur participation à l'armée nationale serait refusée.

Face à cette "offre" israélienne assortie d'une "condition", le Liban se retranche derrière l'indispensable "application inconditionnelle" de la 425. Celle-ci, suivant l'interprétation du gouvernement de Beyrouth, n'envisage aucune négociation bilatérale et ne nécessite donc pas "d'arrangements de sécurité" préalables. La tutelle syrienne sur le Liban signifie également que Beyrouth ne peut se permettre de séparer le cas du Sud de celui du Golan syrien, occupé par l'Etat hébreu depuis

1967, annexé en 1981, mais réclamé par Damas. La Syrie considère que la résolution 242 des Nations unies (novembre 67), affirmant la nécessité du retrait des forces israéliennes de tous les territoires envahis lors de la guerre des six jours, prévaut sur la résolution 425 (4). Un retrait unilatéral du Sud-Liban, sans un accord simultané à propos du Golan, placerait le Liban (après une courte euphorie liée au sentiment de victoire), mais davantage la Syrie, dans un embarras stratégique inextricable.

Alors que sur le plateau du Golan, quelques chèvres égarées sautent parfois sur des mines, la guerre d'usure se poursuit au Sud-Liban. Le "Comité de surveillance du cessez-le-feu à la frontière libano-israélienne", créé en avril 1996 après une offensive d'envergure de Tsahal (5) sur tout le pays du cèdre (les "Raisins de la colère" se soldent le 18 avril 1996 par le massacre de 102 personnes au village de Cana) examine les plaintes déposées par ses délégués libanais ou israéliens. Un arrangement reconnaît l'interdiction des attaques visant les populations des zones habitées et des tirs orientés vers le territoire hébreu. Mais les combats provoquent encore des victimes civiles, essentiellement libanaises. La population de la bande occupée, celle dont on parle le moins, paye, elle aussi, un lourd tribut à ce vieux conflit. Jezzine, enclave aux mains du général Lahad, est un terrain propice aux "roadside bombs" du Hezbollah. Le drame du village occupé de Beït Lif restera longtemps au centre des travaux du "Comité de surveillance". Le 23 novembre 1997, un obus tuait 12 personnes en s'écrasant en plein centre du village. L'ALS imputait la responsabilité de cette tuerie au Hezbollah, mais une source de la délégation libanaise au "Comité de surveillance" indiquait que les combattants de la résistance "ne possèdent pas ce type d'arme" (6) (une fusée de type Milan, de fabrication française)... Au milieu de ces polémiques, la population de Bit Lif, de Jezzine et de toute la zone occupée, se sent prise en otage.

Emigrer ou vivre dans une toile d'araignée

Vingt ans de coupure ont fait de la bande frontalière une région où l'on tente tant bien que mal de conserver son identité libanaise. Evaluer le nombre d'habitants restés sur place ne peut se faire à partir d'aucune statistique objective récente. C'est un écueil que doit affronter le professeur Monther Jaber, enseignant à l'Université libanaise de Beyrouth et originaire de Bint Jbaïl, petite ville (7) située au coeur de la zone occupée. Auteur connu d'une thèse de doctorat sur la société du Jabal Amel (la montagne du Sud-Liban), il termine en 1998 une étude magistrale sur les deux décennies d'occupation israélienne (8). "Les estimations qui vont jusqu'à 200 000 personnes dans la zone occupée pourraient être largement revues à la baisse", affirme Monther Jaber. Une des rares données fiables dont dispose l'enquêteur est le

nombre d'élèves inscrits dans les écoles publiques de la région (les enseignants représentent pour ainsi dire l'Etat libanais dans la zone occupée). Si l'on suppose que le rapport entre la quantité d'élèves et la population totale est peu ou prou identique à celui des autres régions du pays, on ne pourrait arriver qu'à un nombre fluctuant entre les 60 000 et 70 000 résidents, soit à peine le quart de ce que l'actuelle "bande frontalière" devait compter comme âmes vers le milieu des années 70. Une majorité a émigré vers la banlieue sud de Beyrouth, ou en direction de l'Australie et de l'Amérique. La ville de Bint Jbaïl, transplantée à Détroit aux Etats-Unis, fait d'ailleurs l'objet d'une attention particulière dans l'étude de Monther Jaber, qui se penche sur les motivations des "Bint Jbaïlotes" résidant dans l'agglomération du Michigan(9).

Le choix de l'émigration s'impose lorsque le quotidien s'apparente à une vie dans une prison à ciel ouvert. Monther Jaber explique qu'"il y a plus de 80 bases militaires israéliennes, dispersées dans toute la zone. Toutes ces bases sont construites sur des terres confisquées et sont reliées entre elles par un réseau de routes." Une véritable toile d'araignée à laquelle viennent s'ajouter les casernes militaires de l'ALS, en périphérie de chaque ville ou village.

Habib Saadek, ancien député d'obédience communiste originaire de la ville occupée de Khiam, préside une association de défense des intérêts du Sud-Liban occupé, appelée le Conseil culturel du Liban Sud (10). Outre le lobby qu'elle mène pour la libération des prisonniers du centre de détention de Khiam (11), cette association plaide en faveur d'actions humanitaires dans la région occupée. D'après son président, le départ des sudistes découle de la paralysie de leur réseau économique : "Des blocus de certains villages sont imposés pratiquement toutes les semaines (12). Comme il est interdit de circuler seul dans une voiture (les Israéliens pensent ainsi réduire le risque des véhicules kamikazes), il faut organiser le covoiturage pour aller vendre des produits agricoles, afin d'acheter des médicaments, ou lorsque l'on veut se rendre à l'hôpital (...). Lorsque les autorités militaires expulsent un chef de ménage, la famille entière prend l'exil et le recrutement des jeunes dans l'ALS provoque la perte des dernières forces productives". Habib Saadek se plaint de la lenteur de l'Etat libanais dans le soutien des projets au profit de la zone occupée : "Les autorités libanaises parlent plus qu'elles n'agissent pour aider les habitants de la frontière, auxquels il faudrait offrir plus de possibilités de travail, de telle sorte qu'ils n'aillent pas gagner leur vie en Israël."

Agriculture de subsistance

L'ancien député explique que son association veut faire fonctionner une école

agricole à Khiam. Il prétend que "cet établissement incitera les gens à exploiter leurs terres". Une ambition naïve selon Monther Jaber : "Le dilemme avec l'école agricole d'Habib Saadek, c'est qu'à la fin leur formation, les étudiants seront beaucoup trop attirés par les salaires proposés dans les exploitations israéliennes. Toute velléité de développer l'agriculture est vouée à l'échec. Le marché libanais est quasiment inaccessible. En sortant de la zone, les produits peuvent parfois rester bloqués plusieurs jours aux barrages de l'armée libanaise."

Le gouvernement impose en effet des contrôles rigoureux afin de vérifier qu'aucun produit cultivé en Israël ne prenne la direction de Beyrouth. Ces mesures vexatoires pour les agriculteurs se complètent par l'exigence de présenter un document certifiant la nature libanaise des produits envoyés vers Beyrouth. Ce certificat n'est accordé qu'après plusieurs jours. Pendant ce temps, les fruits et légumes pourrissent... Mis à part le tabac, géré par une régie d'Etat, on ne trouve donc, dans la zone occupée, qu'une agriculture destinée à une consommation strictement locale (pommes de terre, olives, tomates). "Les gens se tournent vers le travail en Israël où ils comparent les prix des fruits et légumes. Ils achètent une caisse par jour et essayent de la revendre. Ils ramènent parfois des avocats, des mangues, des ananas : des produits auparavant inconnus au Liban", souligne Monther Jaber.

Dressant un historique de l'embauche en Israël, il analyse également la relation entre l'emploi et le recrutement dans l'ALS: "L'uniforme des miliciens symbolise leur dépendance. Il s'agit d'un treillis puisé dans les stocks de l'armée israélienne. L'appartenance à cette milice permet de trouver du boulot pour la famille. Au départ, le travail transfrontalier découlait de l'absence de l'Etat et des besoins créés par la guerre. Mais la chute de popularité de l'ALS vers le milieu des années 80 incitera l'occupant à fournir le contingent en promettant de l'emploi en contrepartie. Cette méthode fonctionnera dans une économie exsangue. Entre 85 et 87, la régie n'allait plus chercher le tabac. La milice et les opportunités d'embauche en Galilée seront donc la seule issue pour bien des agriculteurs et leurs familles. Mais aujourd'hui que le secteur du tabac redémarre, il ne peut plus apporter ce que représente la rémunération des hommes de Lahad. Le salaire mensuel d'un membre de l'ALS (environ 4 ou 500 dollars) équivaut au bénéfices des récoltes d'un kilomètre carré de tabac par 14 mois..."

Les avantages multiples que procurent "l'armée de Lahad" (revenus élevés en comparaison à ceux de l'agriculture, accès au travail pour les parents proches) cachent néanmoins un système d'exploitation: "Un ouvrier israélien dans une usine de tissage perçoit des mensualités d'un minimum de 900 dollars, alors que l'employé libanais y touche au maximum 500 dollars. Les 3 000 ouvriers libanais auraient pu

gagner 50 millions de dollars par an s'ils avaient été Israéliens. Mais ils ne totalisent qu'environ 20 millions, si l'on fait une moyenne des différents salaires selon le type de travail exercé (restauration, travaux publics, mécanique, secteur agricole, tissage). Une partie des 30 millions qui manquent (que l'employeur doit reverser à l'Etat hébreu) serviraient à financer l'ALS et l'administration civile israélienne ("idara madaniyé") dans la zone occupée. La main d'oeuvre libanaise est donc une manière de rentabiliser l'occupation. En Israël, on ne rémunère qu'en shekels. L'ouvrier libanais doit donc changer sa paye en dollars, puisque le shekel n'a pas officiellement cours dans la zone occupée. Il y perd au change, mais l'économie israélienne y gagne... En outre, l'ouvrier libanais ne demande pas d'assurances ou d'indemnités de maladie. Ce travail des Libanais en Israël (tout comme celui des Roumains, des Philippins, NDLR) sert également à compenser la perte de main-d'oeuvre palestinienne due au bouclage de la Cisjordanie et de Gaza." (13)

Un Sud comme tous les autres Sud

L'origine du fonctionnement des infrastructures en zone occupée est difficile à établir. Les services tels que l'eau et l'électricité sont encore sous la responsabilité de l'Etat. "C'est le résultat d'un chantage", rappelle Monther Jaber. "Quand le gouvernement a coupé l'approvisionnement de Marjayoun (une des principales villes occupées abritant le quartier général de Tsahal au Liban), le général Antoine Lahad a ordonné des tirs de mortier sur les villes côtières de Saïda ou de Tyr. Depuis, le gouvernement -fatigué par ces représailles- assure les services publics en zone occupée. Treize villages, tout à fait frontaliers, reçoivent l'eau depuis le réseau israélien. La zone occupée, selon une décision ministérielle, est exempte de taxe pour l'eau, mais ces treize villages paient leur consommation à l'Etat hébreu. Si le Liban doit fournir des services à la zone occupée, ces treize villages sont prioritaires".

Le Conseil du Sud ("majlis el janoub"), un organisme public contrôlé par Nabih Berri, chef du parti Amal et président du Parlement, se targue d'avoir réussi plusieurs projets de construction d'écoles, de dispensaires et de canalisations dans les villages les plus isolés de la bande frontalière. Ces initiatives sont censées redonner confiance aux habitants. Les fonctionnaires du "majlis el janoub" affirment pouvoir diminuer, grâce à leurs projets, le nombre de leurs compatriotes tentés par un salaire en Israël. Mais Tel Aviv a autorisé l'octroi de 500 permis de travail supplémentaires (portant le nombre d'ouvriers potentiels à 3 000) en mai 1998 et chaque habitant de la zone occupée peut désormais louer son droit au travail en Israël -pour 50 dollars par mois- auprès d'un membre de l'ALS.

Ahmad Beydoun, écrivain originaire de Bint Jbaïl, croit que le Conseil du Sud se contente d'actions très ponctuelles. L'auteur de "Le Liban: itinéraires d'une guerre incivile" (14) pense que Nabih Berri ne fait fonctionner son administration que de manière très aléatoire lorsqu'il s'agit de la région occupée, en fonction de ses intérêts politiques et électoraux. "L'Etat libanais délaisse cette région depuis l'occupation et même depuis bien avant l'occupation. C'est un Sud comme tous les autres Sud", constate Ahmad Beydoun, avant de s'interroger sur le quotidien des sudistes : "S'il y a une partie de la population qui continue à tenir là bas, c'est grâce au peu d'agriculture encore possible, à quelques entreprises (NDLR : exploitation de carrières), à l'argent des émigrés, au travail transfrontalier et au recrutement dans la milice. Ces différentes activités, en admettant qu'il n'y aurait qu'environ 60 000 personnes résidant en permanence dans la région, sont suffisantes pour garder un semblant de cohésion sociale. Il faut ajouter quelques centaines de fonctionnaires, surtout des instituteurs, qui assurent une certaine présence officielle de l'Etat libanais... puis sans doute quelques centaines de commerçants, afin de garantir la circulation des marchandises... Tous ces éléments permettent aux gens de résister..."(15)

Gestion villageoise

On explique facilement le succès de l'ALS. Il est dû à une approche villageoise de l'occupation. "Les Israéliens ont joué sur les contradictions communautaires", rappelle Ahmad Beydoun. "Au départ, la milice était presque exclusivement à dominante chrétienne. Les miliciens chrétiens, quand ils s'installaient dans un village musulman chiite, pour veiller sur l'ordre, avaient une conduite odieuse vis-à-vis de la population. Ceci a finalement incité les habitants de chaque village chiite à prendre en charge leur sécurité en s'enrôlant également dans la milice, afin d'éviter que le village chrétien avoisinant ne vienne s'imposer... Certaines localités proches de la frontière, soumises dès les années 70 aux pressions des groupes palestiniens, ont également ressenti le besoin de développer des liens précoces avec Israël. Il s'agit entre autres de Qleïaa, Rmeïch, Aïta ech chaab, qui ont aujourd'hui conservé la majeure partie de leur population. La localité chrétienne de Rmeïch a une population plus importante que celle de Bint Jbaïl, alors qu'en temps de paix, Bint Jbaïl était trois fois plus grande que Rmeïch. Quoique ce phénomène ne concerne pas que des villages chrétiens. Aïta ech Chaab, par exemple, est un village musulman chiite."

"Aïta ech Chaab, précise Monther Jaber, a réussi à défier Rmeïch en envoyant plusieurs dizaines de ses fils participer à la milice. En 1993, on a même assisté à un match de foot entre les deux villages, suivi par une série de menaces entre les villageois des deux bords. C'est donc vraiment au niveau de cette mentalité locale

que le fait de devenir membre de l'ALS peut jouer un rôle important, loin des idéologies ou de la politique. De plus, un certain nombre de personnes que l'on trouve là haut ne viennent pas de la région, mais sont des collaborateurs pro-israéliens qui vivent repliés dans cette zone, par peur des poursuites qu'ils pourraient encourir à Beyrouth. Il ont pour la plupart une fonction dans l'ALS et sont parfois assez brutaux envers une population avec laquelle ils entretiennent peu de liens sociaux... Israël fait entendre de manière discrète aux gens que s'ils veulent se débarrasser de ces tyrans, il faut leur donner quelqu'un d'autre. C'est ainsi que certains villages ont proposé leurs propres membres. L'ALS est devenue une milice d'auto-défense des villages, autant et si pas plus qu'une armée de collaboration. La milice devient tout simplement une manière de sauver la dignité de l'habitant du Sud occupé." Monther Jaber croit qu'Israël met beaucoup d'énergie à défendre l'ALS, "parce qu'elle forme une structure à l'intérieur des villages et que si elle s'affaiblit, Israël perd un des piliers de l'occupation".

Pas d'élections municipales

Particulièrement critique envers les instances publiques, Ahmad Beydoun prépare un livre sur les années de l'"après-guerre" qui devrait s'intituler "La République discontinue". L'ouvrage s'intéressera aux présences et aux absences de l'Etat né des accords de Taëf (signés en 1989 en vue de permettre la réconciliation libanaise). Une des grandes absences de cet Etat, selon Ahmad Beydoun, se manifeste dans sa politique envers le Sud-Liban occupé. Les élections municipales n'ont pas eu lieu dans cette région. Les circonstances ne le permettent pas forcément, puisque l'ALS a réitéré plusieurs fois sa menace d'expulser les "mokhtars" (maires), représentants de l'Etat, qui refuseraient de coopérer avec les autorités israéliennes (16).

Le constat reste cependant amer pour Ahmad Beydoun : "Les législatives de 1996 s'étaient déroulées normalement et à l'époque les gens sortaient de la zone occupée pour voter dans des bureaux situés dans telle ou telle ville du Sud, ou à Beyrouth. La population vit très mal l'absence d'élections municipales pour la zone occupée. On peut accepter que les élections ne se fassent pas dans les villages, parce qu'on est loin d'y avoir une quelconque liberté d'opinion et de vote (...) Mais il aurait été possible d'organiser les élections municipales de la même manière que les élections législatives, surtout que la plupart des habitants de ces villages, qui sont concernés par ces élections, se trouvent en dehors de la zone occupée, essentiellement à Beyrouth. Alors, pourquoi les priver d'avoir leurs conseils municipaux ? La seule explication est que le pouvoir craint le résultat des votes, étant donné que les allégeances politiques n'ont pas forcément un profil qui lui serait favorable..." Cette conclusion d'Ahmad Beydoun, lapidaire pour le gouvernement, suppose qu'il existe

une chance de vote important pour les candidats du Hezbollah, de la part des électeurs originaires de la zone mais résidant en banlieue sud de Beyrouth (fief du parti de Dieu), ainsi qu'un risque de renforcement de l'opposition maronite, grâce à l'appui des électeurs chrétiens inscrits dans la bande frontalière.

Branchés sur Israël

Les liens avec l'occupant sont inévitables pour la majorité des habitants. "Si l'on veut voyager, par exemple, il y a un phénomène qui lie l'obtention de visas pour les Etats-Unis, qui sont le lieu principal d'émigration, à un passage par Tel Aviv", confie Monther Jaber. Les visas, pour les Libanais du Sud, ne sont accordés qu'en Israël. "Le fait que vous soyez arrivé jusque Tel Aviv, signifie pour les fonctionnaires de l'ambassade américaine que vous n'êtes probablement pas un terroriste et que vous n'appartenez pas à Amal ou au Hezbollah. Avoir un visa en Israël signifie également qu'il faut voyager via l'aéroport Ben Gourion, tant à l'aller qu'au retour. Quelqu'un qui rentre à Bint Jbaïl pour vendre sa maison, après 15 ans passés aux Etats-Unis, risque d'attendre chaque fois plusieurs heures à l'aéroport, au barrage de l'armée nationale et au barrage de l'ALS, s'il choisit le passage par Beyrouth. S'il vient par Tel-Aviv, il sera à Bint Jbaïl après une heure."

"En général, Israël a l'intelligence de permettre des moyens de communication à partir de la région occupée. La plupart des familles ont des leurs à Beyrouth, à l'étranger, et ont besoin de téléphoner pour des raisons aussi simples que des formalités administratives ou pour avoir des nouvelles. Israël a donc autorisé l'installation d'une centrale téléphonique à Bint Jbaïl, gérée par un officier de l'ALS, et reliée à l'extérieur de la zone via une ligne située à Chypre. Il faut payer un abonnement pour se faire installer une ligne privée. Pas mal de rumeurs circulent qui prétendent que ce réseau profite à un officier israélien..." Aujourd'hui, les gens ont le droit d'acheter un téléphone cellulaire. Monther Jaber soupçonne une surveillance rapprochée : "Ne s'agit-il pas de déceler d'éventuelles activités politiques? Celui qui n'a pas de famille à l'étranger mais qui téléphone beaucoup peut constituer un indice." (17)

Le porte-parole de la force intérimaire des Nations unies (FINUL), Timor Göksel, s'exprime au nom des témoins privilégiés que sont les casques bleus au Sud-Liban. Il dit que de fortes restrictions limitent les déplacements du Liban souverain vers la zone, et que l'économie se branche inévitablement sur l'économie israélienne. "Lorsque les habitants achètent des provisions à Beyrouth, à Saïda ou à Tyr, ils sont

d'abord méticuleusement fouillés par l'ALS et doivent leur payer un droit d'entrée". Cette taxe varie de quelques dollars à plusieurs dizaines, en fonction du degré de corruption du milicien. "La fouille est moins sévère en venant d'Israël", poursuit Timor Göksel. "Voilà comment, dans la zone occupée, vous buvez du coca cola en provenance d'Israël." Un casque bleu norvégien (18) dans la zone occupée témoigne, sous couvert de l'anonymat, à propos de ce qu'il croit être le sentiment prédominant parmi la population : "La logique veut que si vous ne collaborez pas avec l'occupant, vous êtes un ennemi potentiel. Un grand nombre choisissent donc de collaborer en estimant leur acte est héroïque. Certains disent que s'ils avaient déserté la région, celle ci serait déjà parsemée de colonies et de kibboutz. Le rêve de Ben Gourion d'étendre la terre d'Israël jusqu'à la rivière Litani serait alors réalisé."

Sur le plan commercial, la région se transforme en une sorte de "duty-free". Le port de Naqoura reçoit des marchandises hors taxe. Un trafic notoire de cigarettes vers les crêtes du mont Hermon et la Syrie transite par le Sud occupé en arrivant directement dans ce port. La FINUL, pour sa part, est également amenée à devenir un des principaux moteurs de l'économie ainsi qu'un acteur social à part entière. Elle emploie environ 400 Libanais dans le bâtiment, les travaux manuels ou administratifs. Elle fut aussi, à une certaine époque, à l'origine d'un "boom" commercial autour de ses quartiers généraux (Naqoura et Ibl es-Saqi, situés en zone occupée), attirant des dizaines de boutiques, bars et restaurants gérés par des Libanais. Mais les changements dans le contingent de casques bleus apportent aujourd'hui des soldats originaires de pays moins nantis (Pologne, Ghana) et moins portés vers la dépense. La FINUL a cessé d'être un palliatif commercial pour la zone occupée.

Médecine impersonnelle

Le rôle le plus remarquable de la FINUL concerne la santé. "Seulement deux hôpitaux de grande capacité fonctionnent régulièrement", assure Timor Göksel. "Un passage du patient vers Saïda, Beyrouth ou vers un centre médical en Israël, risque de prendre un temps fou. Nous envoyons donc des équipes médicales dans les villages les plus isolés."

Pour Monther Jaber, la faiblesse de la médecine est un élément central de la confiance ébranlée. "La plupart des médecins de la zone se trouvent en dehors de celle ci. Leur absence vide la médecine de son aspect humain. Au pays du cèdre, il suffit qu'un cousin, qu'un frère, qu'un fils du village soit médecin, pour créer un lien de confiance. Or, les villageois du Sud occupé, aujourd'hui, se font soigner dans l'anonymat." Il cite d'anciens vers arabes où le poète amoureux, Qaïss, se plaignait:

"On dit que Laïla est malade en Irak (...) Si seulement j'étais son médecin guérisseur" (19)... Si je suis médecin de Laïla, elle guérit! Tous les habitants de la zone occupée sont devenus des "Laïla", et le médecin, Qaïss, se trouve en dehors de la zone. Monther Jaber poursuit en évoquant le rôle des agences humanitaires. "Quels sont les acteurs présents dans la zone occupée", s'interroge-t-il : la Croix-Rouge internationale, la Croix-Rouge libanaise, l'Unicef, Terre des Hommes (20), les Chevaliers de Malte... Les Libanais lisent des affiches du style : "La Croix-Rouge internationale a apporté des soins à quatre millions de personnes (...) Les gens se sentent parmi ceux qui apparaissent sur les photos. Ils pensent que leur photo se retrouvera aussi sur une affiche dans un autre pays... Ce sentiment d'humiliation, ils le ressentent plus encore face à un médecin israélien. D'habitude, au Liban, on a un grand respect pour notre médecin. Si je guéris, ma mère, ma femme, mon frère, lui souhaitent le succès, la longue vie, le bonheur de ses enfants. Mais les médecins israéliens dans les cliniques et les dispensaires de la zone occupée, comme à l'hôpital de Marjayoun, restent assimilés à des étrangers. "

Réconciliation ?

A l'heure où la nécessité d'un retrait du Sud-liban est débattue en Israël, quelques personnalités libanaises essayent de démontrer qu'il ne faut pas forcément que les habitants de la région occupée soient considérés en masse comme des traîtres. Simon Karam, avocat et notable de la ville occupée de Jezzine, était mandaté au début des années 90, en sa qualité d'ambassadeur du Liban aux Etats-Unis, afin d'entamer une négociation au sujet d'un retrait partiel de Jezzine (option "Jezzine d'abord"), une proposition israélienne faite par le biais des Etats-Unis lors de la Conférence de Madrid (1991). "J'ai démissionné en 93", avoue Simon Karam. "Je ne comprenais pas pourquoi l'Etat traite massivement la population du Sud occupé comme des collaborateurs. Je crois que c'est une politique née après les accords d'Oslo." Simon Karam sous-entend que la Syrie ne veut plus d'expériences bilatérales comme celle tentée par Yasser Arafat lors de la signature des accords d'Oslo. Il croit donc certainement que le Liban a progressivement abandonné la perspective d'un règlement bilatéral à propos de Jezzine, par crainte d'une désapprobation du tuteur syrien.

"Un sentiment d'anxiété prévaut parmi les civils du Sud occupé en général et de Jezzine en particulier", rappelle l'avocat. "On appréhende un départ des Israéliens, surtout parce qu'il ravive des souvenirs pénibles, relatifs aux effusions de sang qui ont eu lieu lors de retraits précédents..." En effet, les blessures sont encore profondes chez ceux qui vivent à Jezzine mais qui sont originaires de l'est de Saïda. Après le retrait partiel de 1985 (Tsayal contrôlait la région de Saïda entre 1982 et 1985, suite

à l'opération paix en Galilée et à l'invasion de la moitié du Liban), les milices de Saïda s'emparent des villages chrétiens, provoquant une panique indescriptible et un exode vers Jezzine. Les réfugiés reviendront dans leurs villages au compte-gouttes, après la restauration de l'Etat libanais en 1990. Mais Simon Karam témoigne d'une défiance parmi la population : "Les attentats attribués au Hezbollah ("roadside bombs") durant l'été 97, indiquent que le déploiement de l'armée libanaise ne serait pas garanti en cas de départ des Israéliens, ni que ce déploiement se ferait dans le cadre d'une prise en main immédiate des destinées de la région."

La réconciliation construite par le régime issu des accords de Taëf (signés en 1989 afin de sceller la fin de la guerre civile) repose sur le pied d'argile du Sud-Liban. Ahmad Beydoun estime qu'il faudra une décision centrale, qui consistera à ne pas permettre les dérapages lorsque la bande frontalière reviendra sous souveraineté libanaise, afin que soit évitée toute forme de vendetta : "Si l'armée est présente massivement et que les différentes parties décident de ne pas donner libre cours à la violence, il n'y en aura pas (...) On rencontrera certainement des difficultés, mais elles ne devraient pas être plus graves que celles qui existaient dans les autres parties du pays en 1990, lors de la fin des combats (21). Il n'y a pas eu d'incidents significatifs à cette époque. Les milices ont été désarmées. Les gens se sont déplacés librement et continuent à le faire."

Il ne craint pas que l'intensité du ressentiment envers ceux qui ont collaboré avec les Israéliens engendre des conflits : "Le sentiment anti-israélien aurait pu s'exercer vis-à-vis de la milice des Forces libanaises, par exemple, après 1990. Pendant l'invasion israélienne de 1982, cette milice collaborait très étroitement avec les Israéliens et elle a assumé certaines tâches pour lesquelles Israël ne voulait pas se salir les mains. Un des dirigeants des Forces libanaises, Samir Geagea, a vécu tout à fait normalement pendant 4 années sous la République de Taëf avant d'être arrêté pour des motifs tout autre que ses rapports avec Israël. Prenez le fameux Elie Hobeïka, ancien officier des Forces libanaises, responsable notoire des massacres de Sabra et Chatila, et contre qui les sentiments anti-israéliens auraient pu être dirigés, mais qui fait aujourd'hui partie du gouvernement du Premier ministre Rafik Hariri... A partir du moment où on décide d'en finir avec la violence, celle-ci disparaît. Pourquoi ne pourrait-on pas en faire de même dans une zone qui est très petite par rapport à l'ensemble du Liban ? Au moment où les autres parties du Liban ne présentent plus de risques imminents de violences et de conflits, pourquoi ne pourrait-on pas y déployer massivement l'armée et lui confier la responsabilité de désarmer les milices comme ce fut le cas ailleurs? Il faut trouver des solutions sur le plan politique et non pas dans une explosion de vendetta qui, en 1990, n'a pas eu lieu dans d'autres parties du Liban où des événements aussi graves, voire plus, se sont déroulés."

Pierre Coopman

Rédacteur en chef de la revue Défis-Sud

- (1) Les Israéliens ont perdu quelque 200 hommes, depuis 1985, dans la zone occupée.
- (2) Déclaration de Uri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes au Liban.
- (3) Le parti chiite Amal, qui semble réactiver sa résistance armée, en concurrence avec le Hezbollah, a bombardé la Haute-Galilée le mardi 26 août 1998, en riposte à la destruction par un tir de missile d'une voiture dans laquelle circulait Houssam Al-Amin, chef des opérations militaires du mouvement chiite.
- (4) Il s'agit de la thèse défendue par Michael Young dans l'article: Outlandish ribbons, "The Lebanon Report", Number 1, Spring, 1998.
- (5) L'armée israélienne.
- (6) "L'Orient-Le Jour", 27 novembre 1997.
- (7) Etant donné l'espace géographique et démographique réduit, nous utilisons le mot ville pour les centres les plus connus et le mot village pour la majorité des petits bourgs de la zone occupée.
- (8) Cette étude, rédigée en langue arabe (titre provisoire : "Al charit el houdoudi", la bande frontalière) doit être publiée par l'Institut d'Etudes palestiniennes à Beyrouth.
- (9) En attendant de pouvoir consulter une traduction de l'étude de Monther Jaber, lire entre autres : Ahmad Beydoun, Bint Jbaïl, Michigan, suivi de (ou poursuivi par) Bint Jbaïl, Liban, in "Maghreb/Machreq", n°125, 1989, pp. 69-81.
- (10) Le Conseil culturel du Liban Sud avait organisé un colloque, en 1994, à Beyrouth, consacré à la zone occupée. Les actes du colloque furent publiés dans un ouvrage collectif : "Al ihtilal al israili li janoub lubnan, wa tahadiyaat l marhala" (L'occupation israélienne au Sud-Liban, défis actuels), majlis es saqafi lubnan el janoubi, Beyrouth, 1994.
- (11) Plusieurs dizaines de Libanais sont incarcérés dans le centre de détention de Khiam, placé sous le contrôle de l'ALS. Certains de ces prisonniers ont été transférés secrètement en Israël. On consultera entre autres la version française du rapport d'Amnesty International: "Israël - Sud du Liban. Les otages oubliés d'Israël: les prisonniers libanais en Israël et dans le centre de détention de Khiam", Les Editions francophones d'Amnesty International, EFAI, juillet 1997.
- (12) Le cas le plus emblématique est celui du village d'Arnoun. Israël impose un blocus sur ce bourg, en raison de sa localisation au pied du Château de Beaufort, transformé en base militaire israélienne.
- (13) Entretien avec Monther Jaber, Beyrouth, mai 1998.
- (14) Editions Karthala, 1993.
- (15) L'intégralité de l'entretien accordé par Ahmad Beydoun à l'auteur de cet article a été publiée dans "Espace-Orient, revue de la presse du Monde arabe, de Turquie,

d'Iran et d'ailleurs", numéro 33, Bruxelles, juillet-août 1998.

(16) "L'Orient-Le Jour", 28 mars 1997.

(17) Certaines informations indiquent en effet qu'Israël craint la participation des habitants de la zone aux réseaux de résistance. Le 27 mai 1998, une bombe explosait à l'est du village de Markaba, à 50 mètres de la frontière israélienne. Soixante ressortissants libanais des villages de Houla et de Markaba furent arrêtés. Israël estimait que cette attaque suggère la complicité des villageois.

(18) Le secteur norvégien de la FINUL est entièrement inclus dans la région contrôlée par Israël. Le contingent norvégien doit être remplacé en décembre 1998 par des troupes indiennes.

(19) En langue arabe : "Yaqoulouna Laïla fi-l-Iraqi maridatan, Fa ya laytani kountou-l-tabib al-moudawiya."

(20) Terre des Hommes, une ONG suisse, gérait un programme de dépistage médical en milieu scolaire, à Jezzine, jusqu'en 1997. L'application de ce programme a été transférée à la direction des écoles et aux associations de parents. L'Unicef avait construit un hôpital à Bint Jbaïl en 1985, mais l'ALS y a installé un hôpital de campagne en continuant à payer les médecins libanais employés dans cet hôpital. Depuis que sont apparus des signes suggérant le départ des Israéliens, la section française de Médecins sans frontières a décidé d'apporter une aide médicale à certains dispensaires dans la zone occupée. MSF prétend ainsi prévenir la situation médicale désastreuse que pourrait révéler un retrait israélien.

(21) La défaite du général "rebelle" Michel Aoun face à l'armée syrienne marqua la fin des combats en 1990.